

# L'improbable « gauche plurielle »

## Chronique des partis de la nouvelle opposition parlementaire

Thomas Landwehrlen\*



**Ereintés par onze années de participation à l'exercice de l'autorité gouvernementale au niveau fédéral, les sociaux-démocrates allemands, placés sous la direction d'une personnalité centriste peu charismatique moins portée à la lutte frontale qu'à la recherche de consensus, ont essuyé lors du scrutin du 27 septembre une très lourde défaite.**

### Die neue parlamentarische Opposition

Auf den „harten Bänken“ der Opposition sitzen seit der Bundestagswahl 2009 die Grünen und Die Linke sowie die auf zwei Drittel ihrer bisherigen Abgeordneten dezimierte SPD, deren beispielloses Wahldebakel u. a. auf ihre „Agenda 2010“-Politik zurückzuführen ist – aber auch auf die Entscheidung für die Große Koalition (2005–2009). Eine Rückkehr zur Macht der Parteien links von der Mitte wird dem Autor zufolge wesentlich vom Verhältnis der SPD zur Linkspartei und deren weiterer Entwicklung abhängen; in den Ländern entstehen indes neue Konstellationen wie die „Jamaika-Koalition“ aus CDU, FDP und Grünen im Saarland, ein Indiz für die Beweglichkeit im Fünf-Parteien-System – vorerst auf Länderebene. Red.

miste européenne. Ils peuvent partiellement expliquer la descente aux abysses du SPD, à commencer par l'usure du compromis salarial fordiste du fait de la mondialisation libérale, la disparition de la classe ouvrière traditionnelle au profit d'une main-d'œuvre atomisée et mal organisée, ou encore l'abandon de toute grille de lecture marxiste en termes de rapports de classes amenant la gauche de gouvernement à privilégier les réformes sociétales au détriment de réelles mesures sociales.

Mais il ne fait aucun doute que la débâcle du plus vieux parti allemand encore existant est principalement à mettre sur le compte des mesures gouvernementales prises ou soutenues par ses représentants depuis l'accession à la chancellerie de Gerhard Schröder. Incomprises de nombreux électeurs allemands qui les considèrent en contradiction avec les orientations traditionnelles du SPD, les réformes dites de « l'Agenda 2010 » conduites par l'ancien chancelier afin d'abaisser le coût du travail, et de relancer par ce biais la capacité exportatrice de l'Allemagne, ont notamment incité de nombreux électeurs anciennement acquis aux sociaux-démocrates à donner leurs voix à *Die Linke* ou aux Verts, voire à se réfugier dans l'abstention. Nul n'a oublié, entre autres, la loi *Hartz II* destinée à encourager les citoyens à accepter des activités faiblement rémunérées (avec les fameux « Mini-jobs » et « Midi-jobs »), ou la loi *Hartz IV* ayant diminué la durée légale et le mon-

Ayant obtenu les faveurs de moins de dix millions d'électeurs, soit la moitié moins qu'en 1998, le parti social-démocrate (SPD), privé d'un tiers de ses députés au *Bundestag*, a dû subséquemment se résoudre à siéger sur les bancs de l'opposition parlementaire aux côtés des écologistes et des socialistes de la nouvelle gauche *Die Linke*. Plusieurs déterminants structurels sont avancés pour rendre compte du déclin des partis de la gauche réfor-

\* Thomas Landwehrlen est attaché temporaire d'enseignement et de recherche à l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon.

### Les présidents du SPD

Kurt Schumacher, 1946–1952  
 Erich Ollenhauer, 1952–1963  
 Willy Brandt, 1964–1987, chancelier  
 de 1969 à 1974  
 Hans-Jochen Vogel, 1987–1991  
 Björn Engholm, 1991–1993  
 Rudolf Scharping, 1993–1995  
 Oskar Lafontaine, 1995–1999  
 Gerhard Schröder, 1999–2004, chancelier  
 de 1998 à 2005  
 Franz Müntefering, 2004–2005  
 Matthias Platzeck, 2005–2006  
 Kurt Beck, 2006–2008  
 Franz Müntefering, 2008–2009  
 Sigmar Gabriel, depuis 2009

tant d'indemnisation des chômeurs. Rompant avec la tradition du pacifisme allemand qui prévalait depuis 1945, Gerhard Schröder a par ailleurs engagé les troupes de la *Bundeswehr* en Afghanistan, dans un conflit impopulaire que l'opinion publique, aiguillonnée par les responsables de la nouvelle gauche radicale, juge de plus en plus critiquable.

Le SPD qui, au cours de ces quatre dernières années, a hésité entre la défense des réformes et décisions censées incarner le « nouveau centre » promu par Schröder et une orientation plus à gauche susceptible de mieux satisfaire les revendications sociales de sa base électorale, a également récolté les fruits de sa décision de 2005 de gouverner avec la droite conservatrice plutôt que de s'appuyer sur une coalition de gauche l'unissant aux Verts et au *Linkspartei*. Contraints de jouer les seconds rôles dans une grande coalition dominée par la figure tutélaire d'Angela Merkel, les sociaux-démocrates ont dû assumer et défendre des décisions avec lesquelles ils n'étaient que partiellement d'accord, et que les électeurs de gauche, à tort ou à raison, ont considéré comme responsables de l'aggravation de la situation économique et sociale du pays.

Au cours de la première mandature Merkel, qui s'est achevée sur une crise économique-financière sans précédent, le SPD a de fait été associé à des

mesures impopulaires, telles que celle portant l'âge de la retraite à 67 ans, celle augmentant la taxe sur la valeur ajoutée de 16 à 19%, ou encore celle consistant à débloquer 500 milliards d'euros pour soutenir les banques en difficulté – alors que seulement 80 milliards étaient dégagés pour venir en aide à l'« économie réelle ».

La crise n'a dans ce cadre pas profité au parti social-démocrate, d'autant que celui-ci n'a pas su reconnaître et relayer l'énorme frustration d'un électorat populaire de plus en plus indigné face aux injustices sociales. Il est resté passif lorsqu'ont éclaté les scandales de corruption chez *Siemens* ou *Volkswagen*, et relativement silencieux quand ont été mis à jour ceux d'espionnage du personnel et des cadres chez *Lidl* ou *Telekom*. Peer Steinbrück, le ministre des Finances, a pour sa part géré la crise en parfait technocrate, se révélant incapable d'incarner la révolte populaire montante dont a finalement tiré parti *Die Linke*.

### « Gauchisation » du SPD

Conscients des défaillances d'un SPD qui, du fait de l'hémorragie de ses adhérents et du déclin tendanciel de ses scores électoraux, n'est même plus en mesure de justifier sa propre vocation de parti populaire interclassiste (*Volkspartei*), les Jeunes Socialistes et les tenants de l'aile gauche du mouvement regroupés autour de « L'Atelier » (*Denkfabrik*) ont, après la débâcle du 27 septembre, appelé à une nouvelle offensive stratégique passant par un repositionnement politique et un changement générationnel susceptible d'ouvrir la voie à un rapprochement avec *Die Linke*. Prenant acte du fait que les libéraux avaient rejeté toute possibilité de donner naissance à court ou moyen terme à une coalition tricolore SPD-Verts-FDP, et que les sociaux-démocrates seraient de toute façon condamnés à jouer une nouvelle fois un rôle politique secondaire s'ils persistaient à vouloir s'allier à l'avenir aux conservateurs, ils ont ce faisant avancé l'idée qu'une alliance avec la formation d'Oskar Lafontaine constituait la seule option permettant au SPD de reprendre à terme la direction du pays.

Contrainte d'admettre le bien-fondé d'une telle analyse, le bureau national du parti s'est entendu, le 1<sup>er</sup> octobre, pour remplacer le président

démissionnaire Franz Müntefering, héritier de l'ère Schröder ayant œuvré en faveur du report de l'âge de la retraite à 67 ans et de la flexibilisation du marché du travail, par le très populaire ministre sortant de l'Environnement Sigmar Gabriel.

Elu sans difficultés le 13 novembre lors du congrès du parti à Dresde par 472 voix sur 501, ce politicien talentueux âgé de 50 ans incarne le centre idéologique du parti situé entre l'aile gauche socialiste et l'aile droite réformiste. Il comptera notamment à ses côtés les vice-présidents Klaus Wowereit, bourgmestre de Berlin à la tête d'une coalition « rouge-rouge » qui a maintes fois plaidé pour un rapprochement au plan fédéral du SPD avec *Die Linke*, et Olaf Scholz, ministre du Travail de la première mandature Merkel qui avait affirmé à l'issue du scrutin fédéral si vulnérant pour le SPD qu'il n'y avait pas d'obstacle fondamental à une collaboration avec Oskar Lafontaine. Sigmar Gabriel, ancien ministre-président de Basse-Saxe, devra à vrai dire surtout compter avec la présence au poste de secrétaire générale d'Andrea Nahles, figure de proue de l'aile gauche du parti qui, en 2005, avait déjà provoqué un premier départ de Franz Müntefering en cherchant à s'imposer à ce fauteuil permettant de contrôler le travail des fédérations.

Le choix d'Andrea Nahles traduit un réel virage à gauche du SPD après l'échec de la voie pragmatique incarnée par la candidature à la chancellerie de Frank-Walter Steinmeier, et constitue un acte d'ouverture vis-à-vis de *Die Linke* qui pourrait contribuer à briser le tabou d'une alliance entre les deux formations incarnant présentement la vieille scission du mouvement ouvrier de 1917. Rajeuni, porté par de nouvelles personnalités situées plus à gauche que le trio Müntefering-Steinbrück-Steinmeier, le SPD, qui ne pourra faire l'économie d'une remise à plat idéologique, ne résistera sans doute pas à la tentation de se démarquer des réformes de l'Agenda 2010 et de renouer son alliance traditionnelle avec la grande confédération syndicale DGB qui, fait rarissime, n'a pas donné de consignes de vote aux salariés avant le scrutin de septembre. Sur le plan de la politique extérieure, le SPD prendra probablement ses distances vis-à-vis de l'engagement très impopulaire de l'armée allemande en Afghanistan, le-

quel pourrait possiblement faire l'objet d'un consensus avec *Die Linke*, parti avec lequel le SPD a formé une coalition dans le Brandebourg. Il suffirait, dans ce cas, que les sociaux-démocrates proposent un calendrier de retrait concret et que *Die Linke* renonce à sa demande de désengagement immédiat.

### Modération de *Die Linke*

Une possible coopération entre le SPD et *Die Linke* dépendra non seulement du degré et de la vitesse à laquelle les nouveaux dirigeants sociaux-démocrates renoueront avec la tradition passée de leur parti, mais aussi de la capacité de la formation co-présidée par Oskar Lafontaine à adopter un discours plus pragmatique se rattachant davantage, pour reprendre les termes de Max Weber, à « une éthique de responsabilité » qu'à une « éthique de conviction ».

*Die Linke*, qui doit montrer qu'elle est un parti fiable capable d'endosser des responsabilités gouvernementales, doit pouvoir négocier ses convictions et embrasser une politique réaliste de compromis capable de délégitimer l'accusation de radicalisme populiste qui le lui lancent ses détracteurs. Avec ses 76 députés, le groupe parlementaire de la nouvelle gauche au *Bundestag* est cependant loin d'être homogène. Dans les *Länder* de l'Est, où le vote en faveur de *Die Linke* conserve une indéniable dimension identitaire, les élus animant le *Forum du socialisme démocratique* et le *Réseau de la gauche réformiste* se distinguent par une position pragmatique traduisant une volonté de coopération avec le SPD. Il en va tout autrement à l'Ouest où militants et élus, peu aptes au dialogue interpartisan, se livrent à une dénonciation inconditionnelle du système capitaliste. Le *Land* de Rhénanie du Nord-Westphalie par exemple a envoyé à Berlin une demi-douzaine de députés marqués par une idéologie radicale, dont la célèbre passionaria marxiste Sahra Wagenknecht, qui refuse chaque année de fleurir la pierre érigée en mémoire des victimes du stalinisme, et la présidente d'*Attac* Sabine Leidig, ancienne membre du parti communiste de l'Ouest (DKP) qui ne doute point que la RDA fut un « *Etat de droit* ». En évoluant vers davantage de réalisme, *Die Linke*

devra donc veiller à ne pas briser son unité, laquelle apparaît encore fragile deux ans après la fusion de l'alternative électorale pour le travail et la justice sociale (WASG) et le parti du socialisme démocratique (PDS). Alors que les cadres occidentaux du parti considèrent les *Ossis* (ceux de l'Est) comme trop prudents, timorés, voire corrompus par leur participation au pouvoir dans les *Länder* de l'Est ou par leur désir d'y accéder, les cadres orientaux voient dans les *Wessis* (ceux de l'Ouest) des idéologues bornés portant le stigmate déresponsabilisant du minoritaire. La prééminence d'Oskar Lafontaine, dont le style est jugé trop provocateur et le pouvoir trop solitaire, est notamment contestée dans les *Länder* de l'Est, à telle enseigne que celui qui est surnommé dans son fief le Napoléon de la Sarre a cru bon de devoir annoncer début octobre qu'il renonçait à une nouvelle candidature à la présidence du groupe parlementaire de son parti au *Bundestag*, et qu'il ne briguerait pas un second mandat à la tête de *Die Linke* en 2010. Ce faisant, il a d'ailleurs convaincu les Verts sarrois de s'allier aux conservateurs et libéraux (coalition Jamaïque), la décision soudaine de Lafontaine de se délester de ses responsabilités fédérales ayant été interprétée comme un choix lui permettant de mieux peser sur la vie politique et l'organisation de *Die Linke* en Sarre.

### « Droitisation » des Verts

Le fait que les Verts sarrois aient préféré une coalition « jamaïcaine » à une coalition de gauche plurielle les unissant au SPD et à *Die Linke* est un des multiples indices de la droitisation latente du parti écologiste. Suivant une ligne plus modérée que par le passé, et tirant parti de l'attention accordée à tous les niveaux de la société aux problèmes d'environnement auxquels sont sensibles les électeurs urbains adhérant aux valeurs post-matérialistes, celui-ci avait déjà fait alliance en 2008 avec la CDU à Hambourg – ville où les Verts les plus radicaux ayant fondé la *Grün-Alternative-Liste* (GAL) osaient se présenter dans les années 80 comme des adversaires de gauche de Joschka Fischer. Ayant toujours eu un rapport relativement décomplexé au libéralisme, les écologistes allemands apparaissent de plus en plus attachés à

une philosophie libérale-libertaire incluant le respect des droits humains, de sorte qu'un rapprochement du SPD avec la gauche radicale pourrait l'amener à flirter un peu plus avec la droite. Souhaitant devenir la troisième force politique nationale afin d'être associé le plus souvent aux responsabilités gouvernementales, le parti vert, qui a déjà maintes fois montré qu'il était prêt à sacrifier sa crédibilité (et une partie de sa base socio-électorale) au profit du pouvoir, reste étonnement proche de la CDU sur nombre de dossiers comme la fiscalité. Une partie des barons de la CDU regardent pour leur part d'un œil favorable les idées des Verts en matière d'énergies renouvelables, de sorte qu'ils pourraient essayer à l'avenir d'attirer le parti co-présidé par Cem Özdemir dans des coalitions régionales tripartites avec le FDP, hypothèse qui accentuerait le rôle pivot qui échoit déjà aux *Grünen*. Les partisans de gauche nourrissent cependant l'espoir de voir se constituer une unité entre sociaux-démocrates, socialistes et écologistes, afin de faire échec aux projets du nouveau gouvernement Merkel dans des dossiers aussi houleux que la politique du nucléaire civil ou le salaire minimum. De fait, la montée en flèche du chômage avec les vagues de licenciements annoncées, la prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires existantes et les coupes prévues dans les budgets sociaux devraient offrir diverses occasions aux partis de la nouvelle opposition parlementaire de s'unir en croisant le fer avec la chancelière. Cela dépendra cependant de l'orientation tactique future de cette dernière, qui décidera soit de défendre une politique centriste dans le cadre d'une coopération conflictuelle avec les libéraux, soit d'embrasser le radicalisme de marché prôné par ses nouveaux alliés.

